

RETRAITES : CONCLAVE, LE FAUX DEBAT

Sans surprise, le conciliabule entre les quatre cardinaux (patronat, CGC, CFDT, CFTC) a fait un flop. Les dés étaient pipés d'avance, avec l'interdiction de toucher aux ristournes patronales. Il n'y a même pas eu de fumée — nauséabonde ou non — sur les rêves du « pape François de Matignon » de glisser une couche de capitalisation. Le MEDEF n'a rien lâché. Quant à leurs partenaires sociaux, ils iront caqueter avec leur hypocrisie habituelle qu'ils ont tout fait pour nous défendre. Nous restons tous opposés au recul de l'âge de la retraite, non parce qu'on n'aime pas le travail, mais parce que nous refusons d'être virés à l'aube de la

retraite, et que nous en avons ras-le-bol de nos petits chefs et de trimer comme des bêtes. À cause de nos seuls patrons ? Pas si sûr. Les « *syndicalistes* » qui signent des accords de performance ou de productivité donnent leur aval à ces cadences infernales qui nous dégoûtent, tout en générant une flopée de maladies professionnelles rarement reconnues. Dans les CSE, ils entérinent des DU bidons, ferment les yeux sur les inégalités salariales, et soutiennent ensuite les plans sociaux sous prétexte de « limiter la casse ». En étant tous unis, sans complaisance syndicale, sans nous corrompre par des accords dictés par les intérêts patronaux, nous les ferons céder. **Et si on profitait des vacances, non pour seulement recharger les batteries pour le boulot, mais pour réfléchir au partage du travail, à une autre manière de travailler — ou pour mettre en avant nos choix de vie, et non ceux des patrons ?**



SUD INDUSTRIE 72

Opération de développement pour SUD Industrie 72, avec une distribution de tracts sur la commune de Brûlon. Plusieurs camarades ont réalisé une distribution dans deux entreprises : Marie Surgelés (LDC) et Trigano VDL.



IKEA LOGISTIQUE METZ

Après des NAO où les propositions de la direction d'IKEA Logistique atteignent des sommets d'indécence — 0,25 % d'augmentation générale (AG) —, SUD s'est mobilisé sur le site de Metz. Une grève, suivie à 80 %, pour réclamer 100 euros mensuels d'AG.



RENAULT SANDOUVILLE

Alerte, écrit SUD Industrie 76, alors que les températures atteignent jusqu'à 33 degrés en tôlerie, emboutissage ou peinture. SUD revendique le déclenchement des pauses pour tous dès qu'une sonde enregistre 28 degrés. L'Inspection du travail a été saisie.

LA CAPITALISATION OU LE CHEMIN VERS LA PRIVATISATION DE NOS RETRAITES

Après une privatisation partielle, par les gouvernements successifs, de la santé et de l'éducation, le gouvernement actuel amplifie l'attaque contre notre système de retraite par répartition en voulant instaurer la retraite par capitalisation.

Il s'agit pourtant du système le plus juste, basé sur la solidarité intergénérationnelle, permettant la mutualisation des risques et la redistribution à travers des cotisations calculées sur les salaires.

Le patronat en veut toujours plus. Après les 62 ans, puis les 64 ans qui devaient tout régler, il veut désormais détruire le système par répartition et,

ce faisant, diminuer ses cotisations pour amplifier ses profits. N'oublions pas que notre salaire, ce n'est pas uniquement le « net », mais l'ensemble de notre salaire brut, qui comprend les cotisations sociales finançant notre système de protection sociale.

Le problème des retraites n'est pas l'augmentation du nombre de retraités ni la diminution des cotisants, mais bien les milliards d'euros d'exonérations accordées au patronat, censées rendre notre industrie plus compétitive.

Mais au lieu de défendre l'emploi, ce sont les actionnaires et les cadres dirigeants des entreprises

qui en sont les grands gagnants.

En réalité, les profits explosent... et la désindustrialisation aussi. Pour créer des droits en capitalisation, il faut tout de même cotiser. Instaurer un étage obligatoire par capitalisation nécessiterait soit une augmentation des prélèvements, soit un transfert d'une partie des cotisations actuellement dédiées à la répartition.

La capitalisation est un système individualiste et risqué, qui repose sur des placements financiers et la recherche de rentabilité au détriment des droits sociaux des actifs.

En capitalisation, il n'y a pas de mécanisme de solidarité : seules

**Pour payer les retraites :
embaucher
c'est cotiser !**



les contributions directes permettent d'acquérir des droits.

Les salariés sont perdants / perdants. Défendre la retraite par répartition, le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités ou la prise en compte des dix meilleures années, ne sera possible qu'avec de fortes mobilisations et une grève générale. Il faut s'y préparer dès maintenant, en relançant le débat auprès de nos collègues.



« NE PERDONS PAS DE TEMPS À DEMANDER AUX AUTRES DE NOUS DONNER CE QUE NOUS POUVONS OBTENIR NOUS-MÊMES » (DIEGO CAMACHO ESCÁMEZ DIT ABEL PAZ, SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE ESPAGNOL, 1921-2009).

QUE RETENIR DU CONSEIL SYNDICAL DE SUD INDUSTRIE DES 19 ET 20 JUIN 2025 A PARIS ?

Dans une ambiance à la fois constructive et fraternelle, plus de 75 délégués territoriaux ont travaillé deux jours sur les points inscrits à l'ODJ du conseil syndical. Consacrant une partie importante de ces deux journées aux

débats syndicaux stratégiques contre les suppressions d'emplois, les présents ont également abordé d'autres points : une formation sous forme d'éducation populaire autour du bulletin de salaire et la sécurité sociale, la mise à jour de notre cahier re-

vendicatif, les enjeux internes dans Solidaires mais aussi la préparation de notre 8ème congrès à l'été 2026. Co-organisé avec SUD Industrie 44-49, trois sujets ont été adoptés Réindustrialisation, développement/syndicalisation et internationalisme.

APÉRO-ZOOM SUD INDUSTRIE

Tu veux t'investir au niveau national ?
Tu t'interroges sur les liaisons d'activités, le CASI, ou des mandats de l'Union Fédérale ?

Le congrès approche : c'est le moment de s'organiser collectivement, d'échanger, de se connaître, et se lancer!

On te propose un moment convivial en ligne:

- pour discuter de l'engagement dans SUD Industrie
- pour poser tes questions, partager ton expérience

Mardi 22 juillet
18 h00
Sur ZOOM (le lien sera envoyé par mail sur les listes)

L'ENTRETIEN AVEC SUD INDUSTRIE 67/68



SYNDICAT SUD INDUSTRIE 67/68 (GAGGENAU)

Gaggenau est une entreprise du groupe Bosch/Siemens. Basée à Lipsheim, en Alsace, elle compte un peu plus de cinq cents salariés. Elle est spécialisée dans la production de fours vapeur. Plusieurs syndicats y sont implantés depuis de nombreuses années : la CGT (qui a recueilli 80 % des voix aux dernières élections de 2022), la CFDT, FO, la CFE-CGC, et depuis un peu plus d'un an désormais... SUD Industrie ! À la suite de profonds désaccords avec le Délégué Syndical (DS) CGT de Gaggenau, plusieurs élus et adhérents CGT ont décidé de créer une section SUD Industrie. Une initiative syndicale portée par la volonté de penser et agir différemment dans l'entreprise, avec le soutien des camarades d'autres sections SUD Industrie en Alsace : Khalid, Nicolas, Wilfried, Steve, Achir, etc.



SUD INDUSTRIE 67/68
SECTION GAGGENAU

CRÉATION : 2024

VILLE : LIPSHEIM (67)

**REPRESENTANT : ANTHONY VAN
ASSCHE (RSS)**

**CONTACTS : 06.30.78.78.30 -
GAGGENAU@SUDINDUSTRIELALSACE.ORG**

« NOUS N'AVONS PAS FAIT LE CHOIX DE SUD PAR HASARD »

Pourquoi avoir quitté la CGT ?

Avant tout, par absence de démocratie. À Gaggenau, la CGT fonctionne de manière pyramidale, avec, à son sommet, un DS complètement déconnecté des réalités du terrain, et soutenu par la direction. Ce déni de démocratie a été au cœur de nombreuses discussions entre les syndiqués de l'époque, qui condamnaient tous, sans exception, ce fonctionnement. On a été quatre -sur les sept titulaires élus au collège ouvrier - à quitter la CGT.

Quelles ont été les réactions de la CGT et de la direction de l'entreprise ?

À la demande de la CGT, l'employeur s'est empressé de mettre en place un « vote de révocation » visant à nous destituer de nos mandats de titulaires au CSE. Ces votes ont été entachés d'un certain nombre d'irrégulari-

tés. Nous sommes actuellement en contentieux avec notre employeur devant le tribunal, et espérons obtenir gain de cause prochainement.

En quoi SUD vous permet-il de mieux lutter ?

Nous n'avons pas choisi de rejoindre et de créer une section SUD Industrie par hasard. Nous nous reconnaissons dans les valeurs défendues : la solidarité entre travailleurs, l'unité face au patronat et surtout la démocratie – un principe essentiel après l'expérience CGT. Nous sommes également en accord avec la ligne revendicative portée par SUD. Après plus de dix ans passés à la CGT, nous avons compris que l'organisation horizontale de SUD est une force, et non une faiblesse. Les décisions y sont prises par et à la base. Avant, il fallait systématiquement passer par tout un

circuit – UL, UD, USTM, Fédération – pour obtenir simplement du matériel ou organiser une journée de formation. Avec SUD, tout est plus direct, plus réactif, plus démocratique.

Quelles sont vos revendications et actions en cours ?

Nos actions sont nombreuses et portent avant tout sur l'amélioration des conditions de travail des salariés de l'entreprise et la défense de leurs droits face à notre direction. Nous sommes actuellement en train de construire un cahier revendicatif propre à SUD Industrie Gaggenau, que nous comptons présenter d'ici la fin de l'année. Notre objectif est clair : peser dans toutes les décisions de l'entreprise en devenant représentatifs – et majoritaires – dès les prochaines élections. **Y a pas moyen, c'est certain, 2026 sera notre année !**

FORMATION SYNDICALE : INSCRIVEZ-VOUS !



FORMATIONS CSE

Pour toutes les formations liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et 5 jours suivant la situation), contactez-nous directement pour recevoir le calendrier des sessions prévues.

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse.

BOUTIQUE MILITANTE : PASSEZ COMMANDE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La boutique militante de SUD Industrie est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles. La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades (Zakaria, Damien, Jérôme, Bernard, Laurent) mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.

Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale.

LE CADRE LEGAL

La formation syndicale est un droit dans le cadre du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (CFESES, Art.L.2145-1 et suivants ET L.2145-5 et suivants du code du travail). Cette autorisation spéciale d'absence s'effectue sans aucune perte de salaire et constitue du temps de travail, rémunéré comme tel. Il n'est pas déduit des heures de délégation. **Chaque salarié a le droit jusqu'à 12 jours/an.** Lors du dépôt en bonne et due forme, l'employeur a 8 jours pour éventuellement contester, délai après lequel le congé est automatiquement accepté. En cas de refus, une procédure spécifique oblige à consulter le CSE. Il est très difficile pour un employeur d'empêcher le dépôt de CFESES.



**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Secteur Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33
Marc Tzwangue 06.82.55.83.16
tresorerie@sudindustrie.org

Secteur Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Secteur Formation / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22
Bernard Guillerey 06.70.93.61.51
formation@sudindustrie.org

Secteur Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12
Sami Hamida 06.31.84.54.09
juridique@sudindustrie.org

Secteur Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

Secteur International

Sami et Marc

international@sudindustrie.org

Secteur Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06
Jérôme Massin 06.70.27.78.35
Damien Raillard 06.15.42.53.45
boutique@sudindustrie.org

Secteur Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84
luttes@sudindustrie.org

Secteur Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91
Bernard, Florent & Damien

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), Caoutchouc (Nicolas),
Agro-alimentaire (Mickael) : contactez
directement la permanence@



www.sudindustrie.org



LUTTONS POUR PRÉSERVER ET CONQUÉRIR ENSEMBLE DE NOUVEAUX DROITS

Ce bulletin est **RÉDIGÉ PAR LES MILITANT-E-S** de SUD Industrie et animé par un **COMITÉ DE RÉDACTION** : Bernard, Francis, Julien, Marc. Sous la responsabilité du Collectif d'Animation de SUD Industrie (CASI). *Pour toutes questions* : permanence@sudindustrie.org. Le comité de rédaction est ouvert aux camarades qui souhaiteraient nous rejoindre : pour cela, votre syndicat SUD Industrie doit vous mandater et faire part de cette proposition directement au CASI pour validation.